

Denis de Rougemont et les études européennes à Genève

Par Henri Schwamm, Professeur honoraire d'économie de l'Université de Genève, ancien directeur de l'Institut universitaire d'études européennes de Genève

En 1962 – donc il y a 44 ans – quelques personnalités genevoises, dont le Conseiller national Alfred Borel et le Professeur Jacques Freymond, directeur de l'Institut universitaire de hautes études internationales, conçurent le projet de créer à Genève, à partir du Centre européen de la culture et de ses ressources en hommes et en connaissances, un Institut d'études européennes.

La proposition rencontra l'accueil immédiatement favorable des autorités cantonales et du Rectorat de l'Université de Genève. Le 15 février 1963, les trois premiers enseignants (Denis de Rougemont, comme professeur d'histoire des idées, Dusan Sidjanski, comme chargé de cours de science politique et Henri Schwamm, comme chargé de cours d'économie) furent nommés par arrêté du Conseil d'Etat.

[...]

Pour Denis de Rougemont, la notion d'inter- ou de transdisciplinarité trouvait son plein sens et sa meilleure illustration dans le cas des « études européennes », expression souvent mal entendue et qui pouvait laisser croire, par une erreur courante à l'époque, qu'on se trouvait en présence d'un simple cas particulier des « études internationales ».

L'Europe en tant qu'objet d'études – Denis ne cessait d'y insister – n'est pas chose univoque et allant de soi, comme la chimie, le droit ou la géographie : « Considérée sous le seul aspect de l'économie, ou du droit, ou des relations politiques, précisait-il, l'Europe devient plate ou abstraite et l'on conclut bien vite à son inexistence (...). En tant qu'objet d'études et complexe de problèmes à la fois urgents et concrets, l'Europe ne prend son vrai volume et son relief spécifique, qu'au croisement des faisceaux lumineux que projettent toutes les disciplines. Et, en retour, ces disciplines, du fait même de leur mise en convergence, réagissent les unes sur les autres ».

A l'adresse surtout des Facultés de notre Université qui ne se sentaient alors guère concernées par les problèmes européens, quand elles n'y étaient pas franchement hostiles, l'homme de culture Denis de Rougemont tenait à expliciter en ces termes le processus de ces interactions transdisciplinaires : « Partant de l'idée que l'Europe s'est définie au cours des siècles non comme fait géographique mais comme *unité de culture*, il apparaît indispensable de s'interroger avant tout sur les rapports entre union politique à édifier et unité culturelle existante. Et de poser le problème de l'identité et de la structure des groupes sociaux, nationaux, régionaux, locaux, c'est-à-dire des formes spécifiquement européennes de communautés humaines, de la Cité grecque à l'Empire, et de l'Etat-Nation aux Régions. Il y aura lieu d'étudier alors les multiples liens qui s'établissent entre communautés humaines, leurs modèles d'organisation, et particulièrement le modèle fédéraliste, qui vise à garantir la plus grande autonomie des personnes et des groupes par le moyen d'un ensemble efficace de solidarités instituées.

Le problème des relations de pouvoir entre groupes sociaux conduira tout naturellement à l'étude de l'interdépendance politique, des relations juridiques et des mécanismes de coopération économique au niveau de la construction européenne.

Enfin, le phénomène régional, tel qu'il se manifeste actuellement en Europe, concrétisera, sur le plan de la vie quotidienne des populations du continent, les thèmes fédéralistes, communautaires, économiques et politiques, objets des enseignements de l'Institut ».

On l'aura compris, pour étudier l'Europe et les problèmes de sa construction, on ne saurait recourir à une seule discipline, ni même à la simple juxtaposition des résultats de trois ou quatre disciplines bien distinctes. Les études européennes exigent de ceux qui s'y livrent la vision bien déployée (en grand angulaire, dirait un photographe) des « interactions en diachronie et en synchronie de facteurs idéologiques, économiques, anthropologiques et politiques ».

Ce qui est vrai pour les disciplines universitaires traditionnelles – l'histoire, le droit, la science politique ou l'économie – l'est doublement pour l'étude du phénomène régional auquel Denis de Rougemont vouait tant de soins. Il avait d'ailleurs fait, non sans mal, de la recherche sur la région lémano-alpine, le « projet majeur » de l'Institut. Cette

spécialisation genevoise devait permettre une étude en laboratoire des régions frontalières de l'Europe. Bel hommage à la Cité de Calvin ! Elle devait, cette spécialisation, apporter des réponses à des questions telles que : l'Etat-Nation de type européen est-il encore une réalité avec laquelle il faut compter à long terme ? Est-ce une formule à dépasser ou à maintenir ? Peut-on envisager un autre type d'organisation du pouvoir, et si oui, lequel ? La région est-elle un moyen de dépasser l'Europe légale et d'atteindre l'Europe réelle ?

Plus concrètement, c'est probablement le problème des frontaliers, c'est-à-dire des ouvriers et employés résidant dans l'Ain et la Haute-Savoie, mais travaillant à Genève, qui a éveillé chez les Genevois comme chez leurs voisins, la conscience d'une entité régionale sous-jacente, qui ne demanderait, pour exister, qu'à être libérée de cette frontière dont Denis voyait de moins en moins la raison et le sens, mais dont il ressentait de plus en plus la nuisance.

Denis de Rougemont s'était lancé dans cette aventure régionale non sans mal. En effet, dans les milieux scientifiques de l'époque, on estimait le sujet purement spéculatif, voire « trop nouveau », donc dépourvu de tout sérieux... scientifique. Il a mis d'autant plus d'ardeur à démontrer le contraire. Écoutons-le : « Objet nouveau pour la recherche, qui ne peut être repéré d'abord, puis éventuellement défini, qu'au carrefour de la géographie, de l'économie et de l'écologie, mais aussi de données historiques, sociologiques et culturelles ; objet donc qui n'existe pas pour une seule discipline ou dans un seul secteur, mais qui est pluridisciplinaire en soi, par son approche même et sa définition ; réalité qui est encore à construire (...), la région frontalière franco-genevoise sollicite l'imagination des chercheurs, mais celle-ci ne saurait opérer dans le vide : elle a faim de réalités (chiffrées ou non) à déchiffrer, à brasser et réordonner, et finalement à composer en un modèle virtuellement « opérateur » ou directeur. Il faut tout inventer dans ce domaine : l'objet de la recherche autant que sa problématique, la définition des problèmes autant que leurs solutions, et parfois le vocabulaire de l'exercice ».

Il y avait évidemment là de quoi inquiéter, voire désarçonner, des universitaires chevronnés, profondément marqués par leurs traditions disciplinaires et qui ne cessaient de recommander aux jeunes enseignants de l'Institut de surtout veiller à s'ancrer dans leur discipline d'origine avant de s'engager dans de hasardeuses divagations européennes.

Mais Rougemont ne céda pas : « L'exemple franco-genevois offre une illustration vivante de la nécessité concrète de solutions transnationales d'un type nouveau. A ce titre, il constitue un objet de recherche scientifique privilégié », asséna-t-il sans ménagement à l'intention des incrédules. Et ils étaient nombreux.

En 1976, dans un climat académique apaisé, Denis de Rougemont était moins sur la défensive quand il expliquait que son enseignement ne se réduisait pas à la transmission d'un savoir, même s'il y voyait son premier devoir : « Il consiste surtout, précisait-il, à éveiller dans l'esprit de l'étudiant le sens de la problématique européenne, puis à formuler les problèmes du présent, enfin à leur imaginer des solutions. C'est dire que le non-savoir, motif de toute recherche, et le virtuel, objet de la prospective, sont plus encore que le savoir ce que j'ai le désir de transmettre, c'est-à-dire de rendre sensible et comme urgent à la conscience des participants d'un séminaire ou des auditeurs d'un cours. Car penser, après tout, ce n'est peut-être que cela : mettre en système du savoir et du non-savoir, du réalisé – ce sont les « faits » - et du virtuel ou potentiel, c'est ce qui reste à faire. C'est peut-être ce que je pressens sans le connaître, qui apparaîtra un jour comme étant le principal de ce que j'avais à faire passer, dans le cadre rigoureux du savoir vérifié ».

Quand on insinuait devant lui que l'Institut, en étudiant l'Europe, se contentait d'étudier un problème d'actualité, en vue de lui trouver des solutions pratiques, et ne faisait par conséquent pas de recherche fondamentale, Denis de Rougemont réagissait vivement en avouant qu'il saisissait mal l'opposition de nature que l'on semblait faire entre la recherche fondamentale et la science appliquée. L'argumentation vaut la peine d'être rappelée. La voici : « Fondamentale correspond, dans l'esprit du public et d'un grand nombre d'universitaires, à l'idée d'une recherche théorique, gratuite dans ses motivations, c'est-à-dire sans souci d'applications immédiates. C'est ainsi, nous dit-on, que le CERN étudie la constitution de la matière par besoin de savoir pur (...). Bien. Mais les gouvernements qui financent l'organisation le font en vue des applications non prévues mais prévisibles qu'ils en attendent pour leur production d'énergie et pour leur défense nationale. Ils n'ignorent pas que $E=mc^2$ a donné la victoire militaire aux USA et permis d'aller sur la Lune. Pour eux, la recherche fondamentale est celle qui peut « rendre » en vingt ans, pour le prestige et la puissance de l'Etat, mille fois plus que la recherche appliquée ne peut rendre en deux ans pour l'industrie. Vous voyez que la recherche fondamentale n'est pas aussi

« gratuite » qu'on le croyait : il arrive même qu'elle soit la mieux payée et la plus payante au bout du compte ». Fin de la démonstration.

[...]